



Assemblée générale

Distr. générale
5 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 71 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains : questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales

Personnes disparues

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Rendant compte des mesures prises pour donner application à la résolution [77/220](#) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général s'arrête dans le présent rapport sur le cadre juridique et institutionnel international gouvernant la matière, les mesures législatives et préventives adoptées pour empêcher toutes disparitions de personnes, celles prises pour faire la lumière sur le sort des personnes disparues et déterminer le lieu où elles se trouvent, sur la situation des enfants portés disparus, celles prises pour mener des enquêtes et poursuites pénales en présence de cas de disparition de personnes, pour recueillir et identifier grâce à la criminalistique les restes de personnes disparues et sur le statut juridique des personnes disparues et le soutien à leurs familles, avant de formuler en conclusion des recommandations à l'intention des États et des autres parties intéressées.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Dans sa résolution [77/220](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-dix-neuvième session, ainsi qu'au Conseil des droits de l'homme à sa session correspondante, un rapport détaillé sur l'application de la résolution, assorti de recommandations concrètes pertinentes. Établi comme suite à ladite résolution, le présent rapport, qui couvre la période allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2024, s'inspire de contributions demandées aux États Membres, aux organisations internationales et régionales, aux institutions nationales de défense des droits humains et aux organisations non gouvernementales¹.

2. Dans sa résolution [77/220](#), l'Assemblée générale s'est principalement intéressée à la question des personnes disparues à l'occasion de conflits armés internationaux ou non internationaux. Les disparitions de personnes surviennent en tant d'autres circonstances, telles que les situations de violence, d'insécurité, de criminalité organisée et de catastrophe ou encore de disparition forcée ou à l'occasion de migration. Ainsi qu'il ressort des contributions reçues aux fins du présent rapport et des sources publiques consultées, les mesures tendant à résoudre le problème des personnes disparues sont dictées pas tant forcément par la cause ou les circonstances de leur disparition que par l'impératif de savoir ce qui est advenu des portés disparus. Le présent rapport renseigne sur les mesures tendant à résoudre le problème des personnes disparues hors le cas de conflits armés, pour autant que les renseignements fournis intéressent le sort des personnes disparues à l'occasion de tout conflit armé.

II. Cadre juridique et institutionnel international

3. Dans ses précédents rapports sur les personnes disparues, le Secrétaire général a campé le cadre juridique international de la matière, en faisant fond sur le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire², cadre dans lequel s'insère la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, laquelle comptait 75 États parties au 30 juin 2024. Depuis le précédent rapport, l'Afrique du Sud, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Finlande, les Maldives, la République de Corée et la Thaïlande sont devenus parties à ladite Convention, cependant que la Colombie et le Luxembourg ont fait des déclarations reconnaissant la compétence du Comité des disparitions forcées pour examiner des plaintes individuelles. Le Luxembourg a également reconnu la compétence du Comité pour examiner des communications entre États.

4. Dans sa résolution [77/249](#), l'Assemblée générale a pris note une nouvelle fois du projet d'articles sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité présenté par la Commission du droit international (CDI) et décidé qu'à la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée, la Sixième Commission examinerait plus avant le texte du projet d'articles et la recommandation formulée par la CDI et se

¹ Des contributions ont été reçues des États suivants: Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Brésil, Canada, Colombie, Croatie, Chypre, Équateur, El Salvador, Espagne, Iraq, Italie, Koweït, Liban, Lituanie, Mexique, Mozambique, Monténégro, République dominicaine, Serbie, Suisse et Uruguay, ainsi que des organisations ci-après : Comité international de la Croix-Rouge, Conseil de l'Europe, Association pour la réintégration de la Crimée, Réseau de surveillance de la violence aux frontières (Border Violence Monitoring Network), Comisión de Derechos Humanos de la Ciudad de México, Data Cívica Mexico, Defensoría del Pueblo de Ecuador, Centre des droits humains ZMINA, Mafgoud (Missing) Initiative et Campagne Wadaitohom Wain (Where are they!), Comité norvégien d'Helsinki, Swisspeace et La Charte vérité et justice (The Truth and Justice Charter).

² [A/67/267](#), par. 4 à 6, [A/69/293](#), par. 4 à 6, [A/71/299](#), par. 3, [A/73/385](#), par. 3, [A/75/306](#), par. 3, et [A/77/245](#), par. 3.

prononcerait sur la question³. La définition des crimes contre l'humanité résultant dudit projet d'articles énumère la disparition forcée de personnes⁴ au nombre des actes constitutifs de crimes contre l'humanité lorsqu'elle est commise dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque⁵.

5. À sa soixante-treizième session, en 2022, la Commission du droit international a adopté en première lecture le texte du projet d'articles sur l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État⁶ qui porte en son projet d'article 7 que l'immunité *ratione materiae* à l'égard de l'exercice de la juridiction pénale étrangère ne s'applique pas en ce qui concerne certains crimes de droit international, dont les crimes contre l'humanité et les disparitions forcées.

6. En 2022, le Secrétaire général a publié, en application de la résolution 76/228 de l'Assemblée générale, un rapport sur les personnes disparues en République arabe syrienne⁷, dans lequel il mettait en évidence les bonnes pratiques, les lacunes et défis s'agissant d'élucider le sort des personnes disparues et de déterminer le lieu où elles se trouvaient dans le pays, notamment d'identifier les dépouilles et d'apporter un soutien aux victimes, aux survivants et à leurs familles. Faisant fond sur les acquis en ce domaine, le Secrétaire général a dégagé une série de solutions interconnectées qui, prises ensemble, constituaient un cadre cohérent permettant à la fois de pallier les lacunes et difficultés, de mieux appréhender la question des personnes disparues en République arabe syrienne et d'apporter un soutien aux familles. Suivant en cela les recommandations faites précédemment, notamment par la Commission indépendante internationale chargée de mener des enquêtes en République arabe syrienne et les associations de familles syriennes, le Secrétaire général recommandait d'envisager de créer, par l'intermédiaire de l'Assemblée, une nouvelle institution internationale. Dans sa résolution 77/301, l'Assemblée a décidé de créer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne qui aurait pour tâche de faire la lumière sur le sort de toutes les personnes disparues dans le pays et le lieu où elles se trouvent et d'apporter un soutien approprié aux victimes, aux survivants et aux familles des personnes disparues, en étroite coopération et en complémentarité avec tous les acteurs concernés. L'Assemblée a demandé à tous les États ainsi qu'aux parties au conflit en République arabe syrienne de coopérer pleinement avec l'Institution indépendante, conformément aux obligations qui leur incombaient en vertu du droit international et prié l'ensemble des organismes des Nations Unies de coopérer pleinement avec l'Institution indépendante⁸.

7. Comme suite à la résolution 77/301 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général, agissant avec le concours du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et en consultation avec les acteurs internationaux et syriens concernés, dont les victimes, les survivants et les familles, a défini le mandat de l'Institution indépendante (voir l'annexe au rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 77/301)⁹. Conduite par le HCDH, cette consultation a été également l'occasion de réfléchir à la manière de faire représenter et participer pleinement et véritablement les victimes à la conception et aux travaux de l'Institution

³ Résolution 77/249 de l'Assemblée générale, par. 2 et 7.

⁴ Pour les divergences de définition par rapport aux instruments relatifs aux droits humains, voir A/74/10, par. 44 à 46.

⁵ A/74/10, par. 44, projet d'article 2 1) i).

⁶ A/74/10.

⁷ A/76/890.

⁸ Résolution 77/301 de l'Assemblée générale, par. 2 et 7 à 9.

⁹ A/78/627, annexe I.

indépendante. Le HCDH a pris les dispositions nécessaires pour établir l'Institution qui a commencé ses travaux en avril 2024.

8. Le Conseil des droits de l'homme continue de s'intéresser à la question des disparitions forcées, prolongeant le mandat du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour une nouvelle période de trois ans¹⁰. Le Conseil a également créé plusieurs mécanismes d'enquête de pays chargés d'enquêter sur des cas de disparitions ou prolongé le mandat desdits mécanismes, dont ceux concernant l'Éthiopie, (jusqu'en octobre 2023), l'Iran (République islamique d'), la Libye (jusqu'en avril 2023), le Nicaragua, le Soudan du Sud, la République arabe syrienne, l'Ukraine et le Venezuela (République bolivarienne du)¹¹.

9. Le Secrétaire général a continué de s'intéresser à la question des personnes disparues dans son rapport sur la protection des civils en période de conflit armé, ayant recommandé notamment que les États et les groupes armés non étatiques mettent en place des cadres juridiques, politiques et institutionnels qui permettent de faire le décompte des personnes protégées dont ils ont la garde, ainsi que de rechercher et d'identifier effectivement les personnes disparues et d'assurer la gestion adéquate des défunts¹².

10. Au cours de la période considérée, le Comité des disparitions forcées a adopté des observations finales concernant 14 États parties à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées¹³. Il a également publié un rapport sur sa visite en Iraq¹⁴. Il a adopté son observation générale n° 1 (2023) sur les disparitions forcées dans le contexte de migrations, en raison de conflit armé international ou non international¹⁵, et une déclaration sur les acteurs non étatiques dans le contexte de la Convention¹⁶. Le HCDH a publié un guide pratique à l'usage des États souhaitant devenir parties à la Convention¹⁷ et une fiche d'information révisée sur les disparitions forcées¹⁸.

11. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a consacré plusieurs documents d'orientation relatifs aux personnes disparues, dont « Directives : à l'usage des mécanismes nationaux de recherche de personnes disparues »¹⁹, « Processus d'identification des restes humains par la criminalistique : approche intégrée »²⁰ et une mise à jour de la fiche juridique sur les personnes disparues et leurs familles²¹.

¹⁰ Résolution 54/14 du Conseil des droits de l'homme, par. 8.

¹¹ Voir www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/list-hrc-mandat.

¹² S/2023/345, par. 90 d).

¹³ CED/C/CZE/CO/1, CED/C/MLI/CO/1, CED/C/URY/OAI/1, CED/C/CRI/CO/1, CED/C/ZMB/COAR/1, CED/C/ARG/OAI/1, CED/C/DEU/OAI/1, CED/C/MRT/CO/1, CED/C/NGA/CO/1, CED/C/MEX/OAI/2, CED/C/NLD/OAI/1, CED/C/KHM/CO/1, CED/C/BFA/OAI/1 et CED/C/HND/OAI/1.

¹⁴ CED/C/IRQ/VR/1 (Constatations) et CED/C/IRQ/VR/1 (Recommandations).

¹⁵ CED/C/GC/1.

¹⁶ CED/C/10.

¹⁷ Disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/sites/default/files/2023-09/Becoming-a-Party-Practical-Guide.pdf.

¹⁸ Disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/sites/default/files/documents/publications/Fact-sheet6-Rev4.pdf.

¹⁹ Disponible à l'adresse suivante : <https://shop.icrc.org/national-mechanisms-for-missing-persons-a-toolbox-pdf-en.html>.

²⁰ Disponible à l'adresse suivante : <https://shop.icrc.org/the-forensic-human-identification-process-an-integrated-approach-pdf-en.html>.

²¹ Disponible à l'adresse suivante : www.icrc.org/en/document/legal-fact-sheet-missing-persons-and-their-families-updated.

12. Faits nouveaux à retenir sur le plan régional, l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains a adopté en 2022 une résolution sur la promotion et la protection des droits humains, venue exhorter les États à adopter des mesures en vue notamment de prévenir toutes disparitions de personnes et d'enquêter sur les cas de disparition et de déterminer le lieu où les personnes disparues se trouvent et leur sort, le but étant d'apporter rapidement une réponse aux membres de leur famille²². La Commission interaméricaine des droits de l'homme s'est jointe au Comité des disparitions forcées et au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires pour inviter les États à adopter des mesures en vue de protéger les proches de personnes disparues contre tous risques et effets néfastes et à y faire face en étant attentifs à la problématique hommes-femmes²³. En 2023, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a salué et mis en exergue le rôle de chef de file que les femmes jouaient s'agissant de rechercher les personnes portées disparues et de défendre les droits humains en présence de cas de disparitions forcées ou involontaires de personnes²⁴.

III. Mesures de prévention des disparitions de personnes

13. Dans sa résolution 77/220, l'Assemblée générale a demandé aux États parties à un conflit armé de prendre toutes les mesures voulues pour empêcher que des personnes ne disparaissent à l'occasion de conflits armés. Pour donner toute leur efficacité à ces mesures, il est essentiel de les concevoir et de les mettre en œuvre à titre préventif en temps de paix.

A. Adoption d'une législation nationale

14. L'adoption d'arsenaux juridiques internes conformes au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire contribue à permettre de prévenir les disparitions. Elle contribue également à permettre de déterminer le sort des personnes disparues, à assurer la collecte exhaustive, la protection et la bonne gestion des informations et à fournir aux familles des victimes un soutien approprié.

15. Les organes conventionnels des droits de l'homme ont formulé, à propos des arsenaux juridiques internes, des recommandations tendant notamment à voir incriminer la disparition forcée et la sanctionner à la mesure de la gravité de l'infraction²⁵ et à veiller à ce que les textes d'amnistie ou la prescription ne viennent pas favoriser l'impunité de l'infraction de disparition forcée²⁶.

16. Les États ont continué de légiférer en faveur des personnes disparues et de leurs familles. Ainsi, la Colombie a adopté, en septembre 2023, une loi portant création d'un mécanisme d'alerte et autres mesures de prévention, de protection et de réparation en faveur des enfants, des jeunes, des adolescents et des femmes victimes de disparition²⁷. En Thaïlande, la loi portant prévention et répression de la torture et de la disparition forcée est entrée en vigueur en février 2023.

²² Organisation des États américains, document AG/RES.2991 (LII-O/22).

²³ Voir www.oas.org/en/iachr/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/preleases/2022/191.asp.

²⁴ Voir www.oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/PReleases/2023/038.asp.

²⁵ Par exemple, CED/C/ZMB/COAR/1, par. 12, CED/C/CZE/CO/1, par. 18, CED/C/MRT/CO/1, par. 18 et CCPR/C/VEN/CO/5, par. 24 a).

²⁶ Par exemple, CAT/C/ESP/CO/7, par. 36, CED/C/MLI/CO/1, par. 19 et 25 et CED/C/IRQ/VR/1 (Recommandations), par. 30.

²⁷ Colombie, Loi 2326 (2023).

B. Autres mesures préventives

17. Outre prendre des textes, les États peuvent adopter toute une série d'autres mesures pour prévenir la disparition de personnes. Les institutions de protection des droits de l'homme des Nations Unies ont recommandé aux États d'établir des registres centraux des personnes privées de liberté en vue de constituer des archives exactes, notamment sur les transfèrements comme importante sauvegarde contre les disparitions forcées²⁸.

18. Dans sa résolution 78/217, l'Assemblée générale a demandé une fois de plus aux États de coopérer au niveau international pour sauver des vies et prévenir le risque de décès et de blessure des migrants en organisant des opérations de recherche et de sauvetage individuelles ou conjointes, ainsi que la collecte et l'échange normalisés d'informations pertinentes. Dans son rapport de 2023 sur les droits humains des migrants, le Secrétaire général a exhorté les États à assumer la responsabilité individuelle et collective de sauver des vies et de prévenir la mort et la disparition de migrants. Il a demandé aux États de veiller à ce que tous les retours, y compris ceux effectués dans le cadre d'accords de réadmission, soient pleinement conformes aux obligations internationales en matière de droits de l'homme²⁹. Dans son observation générale n° 1 (2023), le Comité des disparitions forcées a engagé les États parties à prendre d'urgence des mesures pour prévenir ce phénomène et y faire face et à examiner des mesures préventives telles que l'interdiction de la détention secrète de migrants, la collecte de données, l'adoption de politiques de non-criminalisation, le respect du principe du non-refoulement et l'interdiction des renvois sommaires et de toute forme d'expulsion collective ne permettant pas de procéder à toute évaluation individuelle³⁰.

19. Le CICR a rendu compte des activités du Bureau de son Agence centrale de recherche pour le conflit armé entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, ayant pour mission de relayer toutes informations reçues des bureaux nationaux de la partie intéressée concernant des personnes protégées, pour transmission aux familles. De mars 2022 à avril 2024, ledit Bureau a également permis d'informer leurs proches du sort de près de 8 700 personnes protégées. Permettre de savoir ce qu'il est advenu de toutes personnes protégées c'est aider à prévenir les disparitions de personne. D'après les archives du Bureau, en avril 2024, au moins 26 900 personnes étaient toujours portées disparues.

20. Dans une déclaration commune au Conseil de sécurité en 2024, l'Alliance mondiale pour les personnes disparues a souligné combien il importait de respecter la dignité des défunts afin de prévenir la disparition de personnes³¹. L'Alliance mondiale comprend 13 membres à l'heure actuelle : l'Argentine, l'Azerbaïdjan, la Colombie, la Croatie, l'Estonie, la Gambie, le Koweït, le Mexique, le Nigéria, la Norvège, le Pérou, la République de Corée et la Suisse.

21. L'Inspectorat général de la Colombie a déclaré que 59 migrants avaient disparu en mer entre août et décembre 2022 et a invité les pouvoirs publics et les entreprises privées à redoubler d'efforts pour faire pièce aux agissements des passeurs³². Le Mexique a déclaré que son mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, qui pourrait contribuer à prévenir les disparitions, était

²⁸ CED/C/IRQ/VR/1 (Recommandations), par. 67 et 68, A/HRC/54/22/Add.2, par. 76 gg), CAT/C/PSE/CO/1, par. 21 b), CCPR/C/COL/CO/8, par. 23, et CED/C/MRT/CO/1, par. 42 d) et e).

²⁹ A/HRC/54/81, par. 83 j) et k).

³⁰ CED/C/GC/1, par. 12 et 16 à 36.

³¹ Voir <https://missingpersons.icrc.org/node/1610>.

³² Voir www.procuraduria.gov.co/Pages/alerta-procuraduria-10-meses-han-desaparecido-59-migrantes-irregulares-archipelago-san-andres.aspx.

venu en aide à 2 265 personnes en décembre 2023. Les pouvoirs publics et la société civile travaillaient à renforcer ledit mécanisme³³. L'Espagne a déclaré que son plan stratégique concernant les personnes portées disparues pour la période 2022-2024 envisageait des mesures préventives consistant notamment à mettre à jour les protocoles à l'intention des forces de sécurité, à mener des campagnes de sensibilisation et à encourager la collaboration entre entités publiques et privées.

IV. Mesures visant à élucider le sort des personnes portées disparues et à déterminer le lieu où elles se trouvent

22. Dans sa résolution 77/220, l'Assemblée générale a réaffirmé le droit des familles de savoir ce qu'il était advenu de leurs proches portés disparus à l'occasion de conflits armés. Elle a demandé aux États parties à un conflit armé de prendre dans les meilleurs délais toutes les mesures nécessaires, sans aucune distinction préjudiciable, pour établir l'identité des personnes portées disparues à l'occasion de ce conflit et ce qu'il était advenu d'elles et, dans toute la mesure possible, de fournir aux membres de leur famille, par les voies appropriées, tous les renseignements dont ils disposent concernant leur sort, notamment le lieu où elles se trouvent ou, en cas de décès, les circonstances et les causes de leur mort.

23. Au cours de la période considérée, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a redit que toutes les entités chargées de rechercher les femmes victimes de disparition forcée étaient tenues de mener leurs recherches en tenant compte de la problématique du genre³⁴. Le Comité des droits de l'homme a formulé des recommandations touchant la formation des forces de sécurité et des services de renseignement civil et militaire et la fourniture aux victimes d'informations concernant les enquêtes³⁵. Le Comité des personnes disparues a recommandé d'arrêter une stratégie de recherche et d'enquête globale et rappelé l'obligation faite aux autorités chargées des recherches, dès qu'elles ont connaissance d'une disparition, par quelque moyen que ce soit, ou qu'elles disposent d'indices donnant à penser qu'une personne a été soumise à une disparition forcée, de rechercher et de localiser cette personne³⁶.

24. Dans le rapport qu'il a présenté au Conseil des droits de l'homme sur les nouvelles technologies et les disparitions forcées³⁷, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires s'est intéressé à l'usage fait des nouvelles technologies contre les proches de personnes disparues, leurs représentants et les défenseurs des droits humains. Il s'est également intéressé à la manière dont on pourrait mettre les nouvelles technologies au service de la recherche des personnes disparues ainsi que de la recherche d'éléments de preuve et de la constatation des infractions de disparition forcée et a formulé plusieurs recommandations sur la question.

25. Dans un rapport au Conseil des droits de l'homme, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a recommandé aux États de mettre les systèmes de recensement des victimes au service de l'identification des personnes disparues³⁸.

³³ Voir www.gob.mx/defensorasyperiodistas/documentos/el-mecanismo-de-proteccion-federal-avanza-en-el-cumplimiento-de-recomendaciones-realizadas-por-onu-dh.

³⁴ CEDAW/C/83/D/153/2020, par. 7.9 ; voir également par. 9 a) iii) et 9 b) iii).

³⁵ Par exemple, CCPR/C/VEN/CO/5, par. 24 c) et e) et CCPR/C/EGY/CO/5, par. 26 a).

³⁶ Par exemple CED/C/IRQ/VR/1, par. 11 à 14 et CED/C/MRT/CO/1, par. 53 et 54.

³⁷ A/HRC/54/22/Add.5.

³⁸ A/HRC/53/48, par. 85 e).

A. Recherche et rétablissement des liens familiaux

26. Coordonné par l'Agence centrale de recherches du CICR, le Réseau des liens familiaux constitué des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des délégations du CICR dans le monde entier, a continué à soutenir les autorités relativement à la question des personnes séparées, disparues ou décédées et à fournir une assistance à leurs familles. Le CICR a poursuivi ses activités de recherche et entretenu un dialogue avec les autorités compétentes et des groupes armés. En 2022 et 2023, il a diffusé plus de 223 000 messages Croix-Rouge et facilité les contacts avec les familles dans plus 3,9 millions de cas. Toujours en 2022 et 2023, il a provoqué le regroupement d'environ 1 773 familles, dont 1 720 mineurs, dans 59 pays.

27. En janvier 2024, le CICR et l'UNICEF ont signé un accord-cadre d'échange de données en vue notamment d'aider à rétablir les liens familiaux et à élucider le sort de personnes disparues. Le CICR a conclu un accord-cadre similaire avec le Programme alimentaire mondial en mars 2023.

28. Le CICR a fait savoir que l'escalade des hostilités dans le Haut-Karabakh en septembre 2023, qui était venue mettre à mal les liens familiaux, était à l'origine de la multiplication des cas de disparitions de personne. En décembre 2023, le CICR estimait à environ 5 000 le nombre de personnes portées disparues à l'occasion de conflits armés depuis le début des années 90, y compris à la suite de l'escalade des hostilités en 2020 et 2023 (dont les victimes de l'explosion d'un dépôt de pétrole survenue en septembre 2023). Les autorités ayant procédé rapidement à l'évacuation des blessés, des malades et des morts et le CICR ayant aidé à rétablir rapidement les liens familiaux, on a pu limiter le nombre de personnes portées disparues et répondre aux besoins de leurs familles.

29. En juillet 2022, le CICR a lancé en Égypte une opération visant à permettre d'élucider le sort de personnes portées disparues en mettant en place des mécanismes de recherche plus opérants et en renforçant les opérations transfrontalières et transrégionales et de retrouver les disparus. L'entreprise visait principalement les migrants fuyant quelque conflit armé ou autres épisodes de violence en Afrique et au Moyen-Orient, qui avaient perdu tout contact avec leurs proches dans leur pays d'origine, en route vers l'Égypte ou l'Europe. Ainsi, entre juillet 2022 et le 21 février 2024, on a pu retrouver 241 personnes portées disparues, de six différentes nationalités, dans 17 pays différents, et leur permettre de rentrer en contact avec leurs familles. Environ 33 personnes ont pu retrouver les membres de leur famille au Caire.

30. Un grand nombre de personnes ont disparu du fait de l'escalade des hostilités dans Gaza et en Israël. Entre le 7 octobre 2023 et le 7 mai 2024, le CICR a dénombré plus de 8 000 personnes portées disparues en Israël et dans le Territoire palestinien occupé. Il faudra recueillir et identifier des milliers de restes dans Gaza afin de restituer les corps aux familles.

31. Au Brésil, le ministère de la justice et de la sécurité publique a publié en décembre 2023 des directives générales nationales aux fins des opérations de recherche. Ce pays a également déclaré travailler à établir, depuis novembre 2022, un registre national des personnes disparues.

32. En 2023, le Chili a entrepris de mettre en œuvre un plan national aux fins de la localisation et de l'identification des personnes disparues sous la dictature³⁹. La Croatie a indiqué avoir réussi, en coopération avec le CICR et la Commission

³⁹ Voir www.gob.cl/noticias/plan-nacional-busqueda-verdad-justicia-victimas-detenedos-desaparecidos-dictadura-decreto-presidente-boric.

internationale pour les personnes disparues, à régler nombre de cas de disparition de personnes et précisé qu'au 8 mars 2024, il lui restait à en régler 1 797. La Serbie a fait savoir que sa stratégie nationale de poursuite des crimes de guerre survenus pendant la période 2021-2026 et la stratégie révisée de poursuite en matière d'enquête et de poursuites en présence de crimes de guerre envisageaient l'amélioration des mécanismes devant permettre de faire la lumière sur le sort des personnes disparues. La Suisse a rendu compte des efforts qu'elle menait sur le plan international pour accompagner toute mesure tendant à permettre d'élucider le sort de personnes disparues et de les retrouver.

33. Le Comité des disparitions forcées a poursuivi ses travaux au titre de la procédure d'action urgente et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a continué, en exécution de son mandat humanitaire, de formuler à l'intention des États concernés des recommandations précises touchant les opérations de recherche et d'enquête tendant à permettre d'élucider le sort de personnes disparues et de les retrouver.

B. Mécanismes de coordination

34. Les parties à des conflits armés et les États qui ont été parties à des conflits armés peuvent convenir de prendre des mesures sous les auspices d'un intermédiaire neutre. Ces mesures consistent notamment à mettre en place des mécanismes de coordination pour l'échange d'informations, à se prêter mutuellement assistance s'agissant de localiser et d'identifier les personnes portées disparues et d'exhumer et d'identifier et de remettre aux familles les dépouilles et à informer les familles de l'évolution des opérations visant à faire la lumière sur le sort des personnes disparues et à déterminer le lieu où elles se trouvent.

35. Composé de participants géorgiens, russes et d'Ossétie du Sud, le mécanisme de coordination pour la recherche des personnes portées disparues à l'occasion des conflits armés des années 90, d'août 2008 et postérieurs auxdits conflits, qui est demeuré actif, s'est réuni trois nouvelles fois au cours de la période considérée. Le CICR a indiqué que 78 dépouilles mortelles avaient été exhumées entre 2010 et mars 2024, desquelles 15 ont été identifiées et remises à leurs familles. Il a également indiqué qu'à la date de mai 2024, 118 personnes étaient toujours portées disparues en rapport avec lesdits conflits armés.

36. Dans le cadre du mécanisme de coordination composé de participants géorgiens et abkhazes traitant des personnes disparues à l'occasion du conflit armé de 1992-1993, les restes de 273 personnes ont été identifiés et remis à leurs familles entre 2010 et 2024, dont 69 au cours de la période considérée. Selon le CICR, à la date de mai 2024, 1 870 personnes étaient toujours portées disparues à l'occasion du conflit armé. Le mécanisme de coordination s'était réuni trois fois au cours de la période considérée, ayant repris ses activités au début de 2023 après un hiatus de plusieurs années.

37. Le mécanisme du Comité tripartite entre l'Iran (République islamique d'), l'Iraq et le CICR, chargé d'élucider le sort des soldats disparus pendant la guerre entre l'Iran (République islamique) et l'Iraq de 1980 à 1988, a poursuivi ses travaux. Entre juin 2022 et mai 2024, les restes de 309 soldats iraniens et de 55 soldats iraqiens ont été rapatriés dans leurs pays respectifs en exécution du mémorandum d'accord conjoint de 2013.

38. Le groupe de travail sur les personnes portées disparues dans le contexte des événements survenus au Kosovo⁴⁰ (1998-1999) s'est réuni après un hiatus de près de trois ans en janvier 2024. Le sous-groupe de travail sur les questions médico-légales a continué de se réunir régulièrement pour échanger et analyser des informations disponibles avec les délégations de Pristina et de Belgrade, la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et le CICR jusqu'en juin 2023. La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo a ouvert ses archives au CICR et au 1^{er} février 2024, 4 450 de plus de 6 000 dossiers avaient connu une heureuse issue, dont ceux d'environ 1 400 personnes retrouvées vivantes.

39. En Bosnie-Herzégovine, l'Institut pour personnes disparues a continué de coordonner les interventions de tous les acteurs nationaux et internationaux qui concourent à permettre d'élucider le sort des personnes portées disparues à l'occasion du conflit armé de 1991 à 1996 et de les retrouver. D'après les archives du CICR, au 9 février 2024, 16 125 des 22 423 dossiers avaient connu une heureuse issue, dont ceux de 662 personnes portées disparues retrouvées vivantes.

40. Le 3 novembre 2023, le groupe des personnes portées disparues composé d'institutions nationales traitant des cas de personnes portées disparues originaires de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Kosovo, du Monténégro et de la Serbie, a établi, avec l'assistance technique de la Commission internationale pour les personnes disparues, une base de données publiques régionale des cas de personnes toujours portées disparues depuis les conflits survenus sur le territoire de l'ex-Yougoslavie permettant au public de consulter les archives, de fournir des renseignements sur les personnes portées disparues et de signaler des cas de disparition⁴¹. Le Monténégro a fait savoir que le groupe des personnes portées disparues s'était réuni en août 2022 et en janvier 2023 et que le premier Forum des familles établi par le groupe s'était tenu en septembre 2022. Ce pays a également indiqué avoir arrêté avec la Serbie des règles et procédures aux fins de l'application du protocole de coopération entre leurs respectives commissions pour les personnes portées disparues.

41. Le groupe de travail entre la Croatie et la Serbie s'est réuni tout dernièrement en janvier 2023. Le CICR a indiqué avoir fourni à la Croatie et à la Serbie des pièces d'archives, notamment sous la forme de documents bruts et de rapports d'analyse aux fins de l'identification de restes humains.

42. Entre janvier 2022 et mai 2024, le mécanisme de la Commission tripartite chargé d'élucider le sort des soldats disparus à l'occasion du conflit armé de 1990-1991 entre l'Iraq et le Koweït a officiellement clos le dossier d'une personne portée disparue présenté par ce dernier pays. Le CICR a continué de collaborer avec toutes les parties au sujet de questions telles que les pratiques médico-légales optimales et les demandes de fourniture d'imagerie et de coordonnées aériennes et satellitaires aux fins de l'identification d'éventuels lieux d'inhumation.

43. En juin 2023, la Colombie et le Venezuela (République bolivarienne du) ont signé une déclaration commune de coopération aux fins de la recherche des personnes portées disparues dans les zones frontalières de ce dernier pays. Les deux pays ont tenu en juillet 2023 une première réunion technique bilatérale en vue de discuter d'opérations conjointes de recherche, d'exhumation et d'identification de personnes décédées à l'occasion des conflits armés non internationaux colombiens, dont les dépouilles se trouveraient en territoire vénézuélien.

⁴⁰ Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

⁴¹ Voir www.icmp.int/news/western-balkans-governments-launch-unique-public-database-of-missing-persons-cases. La base de données est disponible à l'adresse suivante : https://oic.icmp.int/index.php?w=reg_lista_pub_ter_in&l=en.

44. La coopération entre le CICR et les autorités d’Afrique du Sud et du Zimbabwe dans le but de renforcer la coordination des actions des organismes étatiques a permis d’identifier, pendant la période considérée, 205 dépouilles comme étant celles de migrants zimbabwéens portés disparus en Afrique du Sud.

45. Dans sa résolution 2723 (2024), le Conseil de sécurité a salué les travaux du Comité des personnes disparues à Chypre et engagé toutes les parties à coopérer davantage avec le Comité, notamment en lui donnant immédiatement libre accès à toutes les zones et en répondant sans délai aux demandes d’archives concernant d’éventuels lieux d’inhumation⁴². Au 12 juin 2024, le Comité avait exhumé ou reçu les restes de 1 200 personnes de part et d’autre de l’île. Des 2002 personnes portées disparues, on avait pu identifier 1 047 et remettre leurs dépouilles à leurs familles⁴³.

46. Dans son observation générale n° 1 (2023), le Comité des disparitions forcées a déclaré que les États parties devraient assurer une coopération et une coordination efficaces entre les institutions au niveau national, ainsi qu’entre les institutions des pays d’origine, de transit, de destination et de retour et s’efforcer de mettre au point des protocoles communs normalisés de recherche et d’enquête en cas de disparition de migrants⁴⁴.

C. Institutions nationales

47. Les institutions nationales, telles que les commissions nationales chargées des personnes disparues, ainsi que les bureaux d’information nationaux et les services d’enregistrement des lieux d’inhumation peuvent jouer un rôle crucial s’agissant d’élucider le sort des personnes portées disparues et d’apporter un soutien à leurs familles.

48. L’Arménie a déclaré avoir institué en octobre 2022 une commission interinstitutions des prisonniers de guerre, des otages et des personnes disparues ayant pour vocation d’aider à rechercher des personnes disparues et de dialoguer avec les membres de leurs familles et les autorités et organisations compétentes⁴⁵.

49. En mai 2024, l’Unité colombienne de recherche de personnes portées disparues⁴⁶ avait recensé 32 988 demandes de recherche, enregistré 8 493 lieux d’inhumation de restes humains et recensé à titre préliminaire 111 640 personnes portées disparues en relation avec le conflit jusqu’à la date du 1^{er} décembre 2016, période couverte par son mandat. L’Unité a également approuvé un plan national de recherche des personnes disparues, 29 plans de recherche régionaux et une série de directives et protocoles. Le plan national de développement pour la période 2022-2026 envisageait la création, sous la direction de l’Unité et en coordination avec le Ministère de la justice, d’un système national de recherche des personnes portées disparues à l’occasion du conflit armé⁴⁷, plan dont le décret d’application a été pris

⁴² Résolution 2723 (2024) du Conseil de sécurité, par. 11.

⁴³ S/2024/527, par. 52 et 53.

⁴⁴ CED/C/GC/1, par. 41.

⁴⁵ Arménie, Décret n° 1236-A du Premier-Ministre.

⁴⁶ Voir <https://unidadbusqueda.gov.co/>.

⁴⁷ Colombie, Loi 2294 (2023), art. 198. Voir également www.hchr.org.co/wp/wp-content/uploads/2024/02/02-28-2024-Annual-report-Colombia-HRC_55_23_English-unofficial-translation270224.pdf, par. 49.

en avril 2024⁴⁸. Le CICR recense, depuis le 1^{er} décembre 2016, de nouveaux cas, dont 423 entre le 1^{er} juillet 2022 et le 19 février 2024.

50. En Iraq, le CICR a continué de prêter son assistance technique à la Direction médico-légale du Ministère de la santé, étendant son concours aux principaux gouvernorats après les services de l'administration centrale, le but étant de les aider à obtenir la certification de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) 9001. Poursuivant sa collaboration avec l'Institut supérieur de sécurité et de développement administratif du Ministère de l'intérieur, il a aidé à mettre au point un programme de formation aux préparatifs et interventions d'urgence en cas de grosses pertes en vies humaines et à la prévention des cas de disparition.

51. Au Liban, le CICR a aidé depuis 2021 à mettre en place la Commission nationale chargée du dossier des disparus, notamment en sensibilisant le public à ce phénomène, en apportant un soutien aux familles des disparus et en renforçant les structures internes de la Commission. Il a fourni à la Commission des avis techniques notamment en matière de protection et de gestion des données et de criminalistique.

52. Au Népal, en ayant été saisi en mars 2023, le Parlement examinait encore, au moment de l'établissement du présent rapport, un projet de loi 2071 (2014) portant modification de la loi relative aux enquêtes en cas de disparition forcée de personnes et à la Commission vérité et réconciliation (Investigation on Enforced Disappeared Persons, Truth and Reconciliation Commission Act, 2071 (2014)), après que la Cour suprême en a déclaré plusieurs dispositions contraires à la Constitution et aux normes internationales. La Commission d'enquête sur les cas de disparition de personnes et la Commission vérité et réconciliation ont été saisies de plus de 3 000 et 63 000 plaintes, respectivement. Le CICR a continué de préconiser la création d'un mécanisme qui viendrait donner des réponses individualisées aux familles concernant leurs proches disparus.

53. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Conseil exécutif de Bougainville a approuvé, en avril 2023, le texte révisé de la politique relative aux personnes portées disparues à l'occasion du conflit de Bougainville. En conséquence, le Gouvernement autonome de Bougainville a ouvert en juin 2023 son Office des personnes disparues chargé de traiter des cas résultant du conflit sur le territoire de Bougainville et des autres provinces de Papouasie-Nouvelle-Guinée de 1988 à 1998.

54. En Ukraine, le Ministère de l'intérieur a établi, en mai 2023, un registre unifié des personnes portées disparues dans des circonstances particulières qui viendra permettre de collecter et de centraliser toutes informations concernant les personnes disparues à l'occasion du conflit armé, y compris toutes informations utiles aux fins de la recherche et de l'identification de ces personnes.

D. Principe de responsabilité

55. Dans sa résolution 77/220, l'Assemblée générale a noté que le principe de responsabilité, y compris la promotion de la vérité, de la justice, des réparations et des garanties de non-répétition, était l'un des éléments clefs d'une solution à la question des personnes disparues. Les mécanismes des droits humains des Nations Unies, y compris les commissions d'enquête internationales et les missions d'établissement de faits traitent régulièrement de questions intéressant le principe de responsabilité.

⁴⁸ Colombie, Décret 0532 du 21 avril 2024. Disponible à l'adresse suivante : https://unidadbusqueda.gov.co/wp-content/uploads/2024/04/DECRETO_0532_ABRIL_29_2024.pdf.

56. La Commission des droits de l'homme du Soudan du Sud a continué de recenser les cas de disparition forcée, ainsi que d'enlèvement de femmes et d'enfants dont les autorités échouent à amener les auteurs à répondre de leur fait⁴⁹. La Mission indépendante d'établissement des faits sur la Libye a continué de constater des cas généralisés de disparition forcée et d'enlèvement. Elle a invité les autorités libyennes à arrêter une feuille de route générale, inclusive, détaillée et attentive aux victimes aux fins de la justice transitionnelle et de la mise en application du principe de responsabilité en Libye⁵⁰.

57. Dans ses rapports sur le Sri Lanka, le HCDH s'est intéressé au fait que nul n'a été amené à répondre des cas de disparition forcée par le passé et a adressé des recommandations au Gouvernement touchant notamment les éléments d'une stratégie générale de justice transitionnelle⁵¹. Le HCDH a également publié un rapport sur les cas de disparition forcée et d'enlèvement qui sont le fait de la République populaire démocratique de Corée, rendant compte de l'optique des victimes sur la justice et le principe de responsabilité⁵².

58. L'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant a réuni des éléments de preuve de cas de disparition forcée⁵³. Le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de l'Équipe d'enquêteurs jusqu'au 17 septembre 2024⁵⁴.

59. Depuis le précédent rapport (A/77/245), pendant la période allant du 9 mai 2022 au 30 juin 2024, le Comité des disparitions forcées a enregistré 363 nouvelles demandes d'action urgente en vertu de l'article 30 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, dont 181 cas de disparition au Mexique et 43 en Iraq. Au cours de ladite période, le Comité a clos ou classé 23 dossiers d'action urgente, les personnes disparues ayant été retrouvées vivantes, ce qui porte à 502 le nombre total de personnes localisées, dont 456 retrouvées vivantes depuis que la procédure a été instituée en 2012⁵⁵.

60. S'agissant des violations des droits humains à l'origine de cas de disparition de personnes, y compris de disparition forcée, les organes conventionnels des droits de l'homme ont fait, à l'intention des États parties, des constatations et des recommandations tendant à les voir instituer des mécanismes de sanctions et des commissions vérité et réconciliation et de réparation en faveur des victimes⁵⁶.

61. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a continué d'entretenir les États et les autres parties intéressées de questions touchant les disparitions forcées. Pendant la période allant du 13 mai 2022 au 10 mai 2024, le Groupe de travail a transmis 2 019 cas à 36 États et 107 cas constitutifs de disparition

⁴⁹ Voir A/HRC/52/CRP.3, disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session52/A_HRC_52_CRP.3.pdf ; A/HRC/54/CRP.6, disponible à l'adresse suivante : <http://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/transitionaljustice/sg-guidance-note/SG-GuidanceNote-TJ-DDRindd-digital.pdf> ; et A/HRC/55/26.

⁵⁰ Voir A/HRC/52/CRP.8, disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session50/A_HRC_52_CRP.8-EN.docx et A/HRC/52/83.

⁵¹ A/HRC/51/5, par. 71 d). Voir également www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/accountability-enforced-disappearances-sri-lanka-ohchr-report.

⁵² Disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/en/documents/reports/these-wounds-do-not-heal-enforced-disappearance-and-abductions-democratic-peoples.

⁵³ Voir S/2023/882, S/2023/367 et S/2022/836.

⁵⁴ Résolution 2697 (2023), du Conseil de sécurité, par. 2.

⁵⁵ Voir CED/C/23/2, CED/C/24/3, CED/C/25/2 et CED/C/26/2.

⁵⁶ Par exemple, CCPR/C/CYP/CO/5, par. 18, CCPR/C/LKA/CO/6, par. 13 b) à d) et CAT/C/COL/CO/6, par. 20 et 21.

forcée à six autorités de facto. De sa création au 10 mai 2024, le Groupe de travail avait transmis au total 61 743 cas, dont 48 613 étaient toujours en cours d'examen. Au cours de la période considérée, le Groupe de travail a adopté des rapports sur ses visites à Chypre, au Honduras et en Uruguay⁵⁷.

62. En 2023, le Comité des disparitions forcées, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, le Président du Groupe de travail sur la peine de mort, les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et les disparitions forcées en Afrique de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et les représentants de l'Indonésie et de la Malaisie auprès de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ont conjointement invité les États à donner, sans retard, un accès effectif à la justice à toutes les victimes de disparition forcée et à en amener les auteurs, quelle que soit leur position dans la hiérarchie de commandement, à répondre de leurs actes⁵⁸.

63. Au Brésil, la Commission d'amnistie instituée en 2002, avec pour mission de traiter des réparations⁵⁹, poursuit ses travaux. La Commission spéciale sur les morts et disparitions politiques chargée de rechercher et d'identifier les personnes portées disparues et d'accorder réparation à leurs familles a terminé ses travaux en décembre 2022⁶⁰. Au moment de l'établissement du présent rapport, le Président ne s'était toujours pas prononcé sur la demande de reconstitution de la Commission dont il avait été saisi par le Ministère des droits humains et de la citoyenneté en 2023.

E. Archives

64. La collecte, la protection et la gestion des informations sont essentielles dans les cas de disparition. Les archives demeurent un élément primordial de l'exercice efficace du droit à la vérité. Dans sa résolution 77/220, l'Assemblée générale a invité les États, les institutions nationales et, le cas échéant, les organisations intergouvernementales, internationales et non gouvernementales concernées à assurer la constitution d'archives relatives aux cas de personnes disparues et aux dépouilles non identifiées à l'occasion de conflits armés, la bonne gestion de ces archives et l'accès à leur contenu, conformément aux lois et règlements applicables en l'espèce.

65. Les États et d'autres parties prenantes ont continué de coopérer avec le CICR en matière d'utilisation des archives dans le but d'élucider le sort des personnes portées disparues à l'occasion de conflits armés et de les retrouver. Le CICR a indiqué que, pour aider à élucider le sort des personnes portées disparues à l'occasion des conflits dans les Balkans occidentaux, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et plusieurs États lui avaient fourni des documents utiles, tandis que plusieurs États et organisations internationales lui avaient donné un accès direct à leurs archives respectives. De 2018 à la fin de la période considérée, le CICR avait fini de consulter les archives du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux pour rechercher les noms de 12 168 personnes portées disparues à l'occasion des conflits de l'ex-Yougoslavie.

66. Le CICR aide le Ministère iraquien de la défense depuis 2022 à organiser et répertorier plus de 50 000 dossiers papier originaux provenant d'archives contenant

⁵⁷ Voir [A/HRC/51/31/Add.1](#), [A/HRC/54/22/Add.1](#) et [A/HRC/54/22/Add.2](#).

⁵⁸ Voir www.ohchr.org/en/press-releases/2023/08/enforced-disappearance-un-and-regional-human-rights-experts-call-justice.

⁵⁹ Brésil, Loi 10.559 du 13 novembre 2002.

⁶⁰ Voir également www.oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/PReleases/2023/004.asp.

des données sur les soldats morts au combat pendant les conflits armés entre l'Iran (République islamique d') et l'Iraq et entre l'Iraq et le Koweït.

V. Enfants portés disparus

67. Dans sa résolution [77/220](#), l'Assemblée générale a prié les États d'accorder la plus grande attention au cas des enfants portés disparus à l'occasion de conflits armés et de prendre les mesures appropriées pour les rechercher, les identifier et les réunir avec leur famille.

68. Dans son rapport de 2024 sur les enfants et les conflits armés couvrant la période allant de janvier à décembre 2023⁶¹, le Secrétaire général a fait remarquer que l'ONU avait confirmé l'enlèvement de 4 356 enfants, chiffre en augmentation de 10 pour cent par rapport à l'année précédente⁶².

69. Plusieurs mécanismes ont formulé des recommandations concernant les enfants portés disparus. Les organes conventionnels des droits de l'homme ont adressé aux États parties des recommandations concernant la protection des enfants demandeurs d'asile non accompagnés contre toute disparition forcée⁶³. Le Comité des disparitions forcées, le Comité des droits de l'enfant, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et trois titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont adopté une déclaration commune sur l'adoption internationale illégale⁶⁴. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a recommandé à ce pays d'envisager de créer un registre d'ADN qui faciliterait l'identification et la récupération des enfants disparus⁶⁵.

70. Plusieurs États ont déclaré avoir mis en place un système d'alerte spécialement pour enfants portés disparus⁶⁶. L'Argentine a déclaré, qu'à la date de mars 2024, l'Association « Abuelas de la Plaza de Mayo », agissant de concert avec l'État, avait identifié 137 personnes qui avaient été arrachées à leurs familles dans leur enfance sous la dictature militaire.

VI. Enquêtes et poursuites pénales

71. La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées fait à tout État partie obligation de réprimer pénalement la disparition forcée et réaffirme que la pratique généralisée ou systématique des disparitions forcées constitue un crime contre l'humanité, tel que défini par le droit international applicable⁶⁷. Tout État partie doit enquêter sur tout cas de disparition forcée et prendre toutes mesures nécessaires pour tenir pénalement responsable quiconque commet une disparition forcée⁶⁸. Le droit international humanitaire fait en outre obligation à tout État de prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer à toute personne ayant commis, ou ordonné de commettre l'une ou l'autre des infractions graves aux Conventions de

⁶¹ [A/78/842-S/2024/384](#), par. 6.

⁶² [A/77/895-S/2023/363](#), par. 4.

⁶³ Par exemple, [CAT/C/CHE/CO/8](#), par. 32 et [CCPR/C/IRL/CO/5](#), par. 38 d).

⁶⁴ [CED/C/9](#).

⁶⁵ [A/78/540](#), par. 111 c).

⁶⁶ Brésil, Colombie, Espagne et Serbie.

⁶⁷ Arts. 4 et 5.

⁶⁸ Art. 6. Voir également la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, arts. 4, 7 et 12 et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 2.

Genève du 12 août 1949 et au Protocole I additionnel auxdites Conventions et d'enquêter sur les crimes de guerre qui auraient été commis par ses ressortissants ou ses forces armées ou sur son territoire et, le cas échéant, de poursuivre les suspects⁶⁹.

72. Les organes conventionnels des droits de l'homme ont formulé des observations et des recommandations touchant les enquêtes et poursuites pénales en présence de cas de disparition forcée et d'autres violations sur la personne de disparus⁷⁰. Ainsi, le Comité des droits de l'homme a recommandé aux États parties de faire en sorte que tous cas de disparition forcée, entre autres violations, donnent immédiatement lieu à une enquête approfondie et impartiale, sans immixtion ni entrave au cours de la justice et des enquêtes de la part d'aucun responsable politique ni d'aucun personnel militaire et que les auteurs, y compris toutes personnes dans la hiérarchie de commandement, soient traduits en justice et sanctionnés s'ils sont déclarés coupables⁷¹.

73. Dans plusieurs contextes, le HCDH a traité de l'impunité de cas de disparition forcée et d'enlèvement et recommandé à la communauté internationale d'encourager à amener quiconque est responsable de crimes de droit international à en répondre devant la justice⁷².

VII. Exhumation et identification des dépouilles des personnes disparues grâce à la criminalistique

74. Dans sa résolution 77/220, l'Assemblée générale a invité les États, les institutions nationales et, le cas échéant, les organisations intergouvernementales, internationales et non gouvernementales concernées à redoubler d'efforts pour appliquer les meilleures pratiques criminalistiques permettant d'éviter la disparition de personnes à l'occasion de conflits armés et de faire la lumière sur le sort des disparus.

75. L'Azerbaïdjan a déclaré travailler à établir des profils ADN sur la base de 10 900 échantillons biologiques de parents proches de plus de 3 500 personnes portées disparues recueillis en coopération avec le CICR depuis 2014. Au Brésil, le CICR a relevé qu'à la date de novembre 2023, 279 personnes portées disparues avaient été identifiées depuis le lancement, en mai 2021, d'une campagne nationale de collecte d'ADN de membres de la famille de personnes portées disparues aux fins de comparaison avec l'ADN de restes humains ou de personnes vivantes dont l'identité était inconnue. Le Brésil a déclaré verser périodiquement dans la base de données mondiale d'INTERPOL des profils génétiques de dépouilles non identifiées.

76. La Colombie a déclaré qu'au 31 janvier 2024, l'Unité de recherche des personnes portées disparues avait recueilli les corps de 1 256 personnes portées

⁶⁹ Voir, par exemple, la Première Convention de Genève, arts. 49 et 50, la Deuxième Convention de Genève, arts. 50 et 51, la Troisième Convention de Genève, arts. 129 et 130, la Quatrième Convention de Genève, arts. 146 et 147, le Protocole additionnel I auxdites Conventions, art. 85 et Comité international de la Croix-Rouge, Droit international humanitaire coutumier, règle 158 (<https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule158>).

⁷⁰ Par exemple, CED/C/HND/OAI/1, par. 34 et 35, CED/C/KHM/CO/1, par. 25 à 42, CEDAW/C/NIC/CO/7-10, par. 28 e), CAT/C/ETH/CO/2, par. 14 et 15 b), CAT/C/SLV/CO/3, par. 13.

⁷¹ Par exemple, CCPR/C/USA/CO/5, par. 9, CCPR/C/VEN/CO/5, par. 24 d), CCPR/C/BDI/CO/3, par. 22 a), CCPR/C/LKA/CO/6, par. 13 a) et CCPR/C/RUS/CO/8, par. 6, 7 c) et 39 a).

⁷² Par exemple, A/HRC/51/5, par. 72 d) et A/HRC/55/61, par. 58 a). Voir également www.ohchr.org/en/documents/reports/these-wounds-do-not-heal-enforced-disappearance-and-abductions-democratic-peoples, p. 52 et www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sri-lanka/report-accountability-enforced-disappearances-sri-lanka-may2024-en.pdf, par. 134 c).

disparues, dont 1170 avaient été remis à l'Institut national de médecine et de sciences médico-légales. L'Institut avait achevé d'expertiser 629 corps, après quoi il avait pu identifier 48 personnes portées disparues. Au cours de la période considérée, le CICR a indiqué être intervenu dans 46 lieux d'inhumation situés un peu partout dans le pays et avoir pu exhumer 41 corps de 29 desdits lieux. La Colombie a déclaré avoir arrêté, en exécution d'une ordonnance adressée par la Juridiction spéciale pour la paix au Ministère des transports, des directives aux fins de la sauvegarde et de la protection des corps non identifiés de victimes présumées du conflit armé colombien à l'occasion de travaux ou projets infrastructurels futurs et ce, en s'inspirant des contributions de toutes les entités compétentes en la matière. Depuis 2018, la Juridiction spéciale pour la paix a prescrit 18 mesures conservatoires aux fins de la préservation des lieux de sépulture présumés de victimes.

77. Chypre a déclaré avoir procédé à l'exhumation et l'identification de restes de personnes portées disparues dans des zones sous son contrôle effectif depuis 1999. En Iraq, le CICR a constaté que le Département des fosses communes de la direction médico-légale du Ministère de la santé et la direction des fosses communes de la Direction des droits de l'homme de la Fondation des martyrs avaient multiplié leurs opérations en 2023, ayant procédé à l'excavation de sépultures dans 20 lieux d'inhumation, à l'expertise médico-légale de plus de 900 restes humains et, ayant identifié 291 dépouilles, les ont remises aux familles concernées. Le pays avait en outre organisé neuf campagnes nationales de constatation des cas et de collecte d'informations médico-légales auprès des proches de personnes portées disparues et travaillait à mettre en place des systèmes de gestion d'informations aux fins de la gestion des cas. Dans le rapport sur la visite qu'il a effectuée en Iraq, le Comité des disparitions forcées a souligné à quel point il était urgent pour l'État partie de se doter d'une banque nationale de données médico-légales, d'un registre national des personnes portées disparues non identifiées et non réclamées et d'un registre national des fosses communes et sépultures clandestines pouvant dialoguer avec toutes banques de profil génétique d'autres pays⁷³.

78. Le CICR a noté qu'au Liban, à la suite de la découverte d'un charnier à Dukkha en août 2023 en relation avec la guerre civile libanaise, la Commission nationale chargée du dossier des personnes disparues et enlevées de force a établi le premier comité multidisciplinaire censé concourir à l'exhumation et à l'identification de restes humains, ainsi qu'il est dit dans la Loi 105 sur les personnes disparues et enlevées de force. Depuis 2020, le CICR aide le laboratoire d'ADN des Forces de sécurité intérieure du Liban à mettre en place un système de gestion de qualité conforme à la norme ISO/17025 de la Commission électrotechnique internationale.

79. Dans le document de 2022 qu'elle a consacré à Tarhūnah, la Mission indépendante d'établissement des faits sur la Libye a déclaré qu'il y resterait sans doute encore jusqu'à 100 fosses communes à découvrir, identifié trois lieux d'inhumation de ce type possibles et encouragé les autorités à continuer de rechercher et d'exhumer de nouvelles fosses communes⁷⁴. En mars 2024, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples s'est profondément alarmée de la découverte en Libye d'une fosse commune contenant au moins 65 corps de migrants qui avaient péri en traversant le désert libyen⁷⁵.

⁷³ CED/C/IRQ/VR/1 (Recommandations), par. 50.

⁷⁴ A/HRC/50/CRP.3, par. 142, 218 et 221 b) et c), disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/regularsession/session50/2022-07-20/A-HRC-50-CRP-Tarhuna-E.pdf.

⁷⁵ Voir <https://achpr.au.int/en/news/press-releases/2024-03-27/discovery-mass-grave-containing-least-65-bodies-migrants-libya>.

80. L'Espagne a déclaré avoir recueilli en 2022 et 2023, au total 77 corps ou restes de migrants présumés, 43 desquels elle a identifiés et remis aux familles ou enterré. Aux États-Unis d'Amérique, des autorités médico-légales et des médecins légistes ont continué de recueillir, d'autopsier et d'identifier les corps de migrants morts ou portés disparus en traversant la frontière entre le Mexique et les États-Unis, où l'on dénombre un grand nombre de décès de migrants⁷⁶. Le CICR a noté que le Bureau du médecin légiste du comté de Pima, dans le sud de l'Arizona, avait constaté la mort de plus de 360 migrants entre 2022 et 2023, et avait pu en identifier plus de la moitié à ce jour et informer les familles de leur sort.

81. Le CICR a continué de fournir aux États des conseils stratégiques et une assistance technique pour leur permettre de se donner les moyens de leurs interventions, notamment de renforcer leurs systèmes de médecine légale, dans de nombreux contextes. Il s'agissait, notamment, de favoriser de meilleures pratiques en matière de criminalistique, ainsi que la publication et la diffusion de directives⁷⁷.

VIII. Statut juridique des personnes portées disparues et appui aux familles

82. Dans sa résolution 77/220, l'Assemblée générale a demandé aux États de prendre les dispositions voulues concernant la situation juridique des personnes disparues, ainsi que les besoins et l'accompagnement des membres de leur famille, en particulier des femmes, des enfants et des personnes âgées, dans des domaines tels que la protection sociale, le soutien psychologique et psychosocial, les questions financières, le droit de la famille et les droits de propriété.

A. Comprendre les besoins des familles

83. Les besoins des familles de personnes disparues sont très variés. Par exemple, dans un rapport de 2024 sur le Sri Lanka, le HCDH a rendu compte de l'impact psychologique, social et économique des disparitions forcées sur les victimes, y compris leurs familles et souligné le droit à réparation des victimes⁷⁸. Dans un rapport de 2024 sur les rapatriés en République arabe syrienne, le HCDH a dressé constat des difficultés singulières auxquelles étaient confrontées les femmes rentrées sans leur époux porté disparu⁷⁹.

84. Le Comité des droits de l'homme a recommandé aux États parties de veiller à ce que les personnes disparues et leurs proches puissent obtenir une réparation intégrale et bénéficier de services juridiques, médicaux, psychologiques et d'aide à la réadaptation et soient protégés contre les menaces, les actes d'intimidation, le harcèlement et toutes autres représailles⁸⁰. Dans son observation générale n° 1 (2023), le Comité des disparitions forcées a rappelé que les États parties avaient l'obligation de veiller à ce que toutes les victimes de disparition forcée puissent exercer leurs

⁷⁶ Voir www.cbp.gov/newsroom/stats/border-rescues-and-mortality-data et

www.wola.org/2024/03/weekly-u-s-mexico-border-update-migrant-deaths-2024-budget-s-b-4.

⁷⁷ Voir www.icrc.org/en/publication/4470-recovery-human-remains-weapon-contaminated-settings et <https://shop.icrc.org/the-forensic-human-identification-process-an-integrated-approach-pdf-en.html>.

⁷⁸ Voir www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/accountability-enforced-disappearances-sri-lanka-ohchr-report, par. 30 à 44.

⁷⁹ **Error! Hyperlink reference not valid.**

⁸⁰ Par exemple, CCPR/C/CYP/CO/5, par. 18, CCPR/C/UGA/CO/2, par. 29 d), CCPR/C/BRA/CO/3, par. 36 b), CCPR/C/LKA/CO/6, par. 13 b), CCPR/C/PAN/CO/4, par. 10 et CCPR/C/EGY/CO/5, par. 26 d).

droits de savoir la vérité, d'accéder à la justice et d'obtenir une réparation et des garanties de non-répétition, y compris lorsque la disparition survenait en cours de migration, étant précisé qu'ils devraient accorder une attention particulière au soutien psychosocial et logistique dont pourraient avoir besoin les proches de personnes disparues⁸¹.

85. Le CICR a continué d'évaluer les besoins des familles des personnes disparues sur la base de son guide d'évaluation pluridisciplinaire des besoins des familles, en coopération avec les associations de familles, les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les organisations gouvernementales et autres. Au cours de la période considérée, le CICR a achevé ou mis à jour des évaluations des besoins des familles en Côte D'Ivoire, en El Salvador, au Honduras, en Jordanie, au Liban, au Niger et au Tchad. En 2023, la Croix-Rouge française, aidée en cela par le CICR, a également entrepris d'évaluer en France les besoins des familles de personnes disparues en République arabe syrienne.

B. Répondre aux besoins des familles

86. Au cours de la période considérée, le CICR a poursuivi sa politique d'accompagnement⁸², le but en étant de donner aux personnes et aux familles les moyens de faire face aux difficultés résultant de la disparition de leurs proches et de se remettre peu à peu socialement et psychologiquement d'aplomb. Il a mis en place des programmes d'accompagnement en Argentine, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, au Brésil, au Cameroun, en Colombie, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, en Iraq, en Jordanie, au Liban, au Nigéria, au Pérou, aux Philippines, en Serbie, au Soudan du Sud, au Sri Lanka, au Tadjikistan, en Ukraine et au Venezuela (République bolivarienne du). Il a exécuté des programmes similaires au Kosovo. En Géorgie, ayant transféré son programme d'accompagnement aux autorités géorgiennes en 2023, le CICR y joue un rôle consultatif.

87. Au Brésil, donnant suite aux recommandations du CICR, trois États ont lancé des programmes pilotes de création de centres de référence multidisciplinaires ouverts aux familles des personnes portées disparues, étant donné le phénomène des disparitions en cours. Aux Philippines, le CICR a collaboré avec la Commission d'indemnisation de Marawi pour préconiser de donner droit à indemnisation à toutes les victimes du conflit, y compris les familles des personnes portées disparues, et ce en vertu de la Loi d'indemnisation de Marawi (Marawi Compensation Act).

88. En novembre 2023, le CICR a convoqué la troisième Conférence internationale pour les familles de personnes disparues, qui a réuni 700 familles venues des quatre coins du monde et a été pour les participants l'occasion d'échanger en personne entre eux des idées s'agissant de savoir comment s'organiser et dialoguer plus utilement avec ceux dont ils attendent des réponses. La Conférence a également été pour les familles l'occasion de s'entretenir pour la première fois avec les États membres de l'Alliance mondiale pour les personnes disparues. En juin 2024, la Suisse a accueilli et coparrainé avec l'Alliance mondiale une réunion du Conseil de sécurité consacrée aux personnes disparues, organisée selon la formule Arria.

C. Situation juridique des personnes portées disparues

89. La législation interne devrait préciser le statut juridique des personnes disparues, notamment en prévoyant la déclaration d'absence ou de disparition, le but

⁸¹ CED/C/GC/1, par. 42, 44 et 46.

⁸² A/75/306, par. 92.

étant de permettre à la famille de la personne absente ou disparue de percevoir des prestations sociales ou financières et de gérer les biens de l'intéressée sans qu'il soit besoin que celle-ci soit déclarée officiellement décédée⁸³.

90. Par exemple, dans le rapport sur la visite qu'il a effectuée en Iraq, le Comité des disparitions forcées a déclaré que, s'agissant de réparation et de soutien aux victimes, l'exigence d'un certificat de décès devait être définitivement supprimée de toutes les procédures jusqu'à ce que le sort de la personne disparue soit pleinement éclairci, la déclaration d'absence pour cause de disparition devant s'y substituer⁸⁴.

91. La Côte d'Ivoire a adopté, en novembre 2022, une loi portant statut juridique de la personne disparue et droits connexes⁸⁵. D'après le CICR, au Pérou, les autorités travaillaient à mettre à jour les conditions mises par la loi à la délivrance du certificat d'absence en vue d'en faciliter l'obtention à la famille de toute personne portée disparue.

92. En novembre 2023, Israël a adopté une loi nationale portant indemnisation financière et autres prestations payables aux familles de personnes retenues en otage ou portées disparues, aussi longtemps que le membre de leur famille sera considéré comme porté disparu ou retenu en otage⁸⁶.

IX. Conclusions et recommandations

93. **Les États et les autres parties prenantes concernées ont continué de prendre des mesures concernant les personnes disparues, notamment en se donnant des lois, en appliquant des mesures visant à élucider le sort des personnes disparues et le lieu où elles se trouvent et à assurer la récupération et l'identification médico-légales des restes, ainsi qu'en prenant des mesures en vue de répondre aux besoins des familles des personnes disparues. Le nombre de personnes portées disparues, y compris les enfants et les effets sur les familles des disparus demeurant un motif de grave préoccupation, le Secrétaire général réitère les recommandations qu'il a formulées précédemment⁸⁷.**

94. **Les États doivent permettre aux membres de la famille des personnes portées disparues, sans discrimination et où qu'ils résident, de participer véritablement à tous les stades de toutes opérations de recherche et d'enquête concernant la disparition de personnes qui leur sont chères et les en tenir informées. Les États doivent assurer la protection des proches des personnes disparues et de toutes personnes concourant aux opérations de recherche et d'enquête et procédures d'établissement des responsabilités, y compris les défenseurs des droits humains, les représentants d'organisations de la société civile et les avocats contre toutes menaces et violence.**

95. **Les États doivent adopter, concernant les personnes portées disparues, des mesures attentives aux besoins propres aux disparus et à leurs familles, devant notamment mesurer l'impact différencié que sa propre disparition ou celle d'un de ses proches a sur la femme ou la fille et le pallier et reconnaître le rôle central que l'intéressée joue dans les recherches.**

⁸³ Voir également [A/73/385](#), par. 69.

⁸⁴ [CED/C/IRQ/VR/1](#) (Recommandations), par. 118.

⁸⁵ Côte d'Ivoire, Loi n° 2022-885 du 23 novembre 2022.

⁸⁶ Israël, Compensation Law for Family Members of Missing or Abducted in Hostilities or War, 5774- 2023 (Loi (5774-2023) portant indemnisation des membres de la famille de personnes portées disparues ou enlevées en temps d'hostilités ou de guerre).

⁸⁷ [A/77/245](#), par. 80 à 83, [A/75/306](#), par. 98 à 101, et [A/73/385](#), par. 77 à 79.

96. Les États doivent donner aux institutions médico-légales les moyens de constater dûment toutes dépouilles non identifiées, de procéder dans le respect de la dignité de tout défunt à une sépulture retrouvable et de centraliser toutes informations utiles aux fins de comparaison avec les renseignements concernant toutes personnes disparues et de l'identification et de la remise des restes à la famille concernée.

97. Les États doivent établir, en temps de paix, des bureaux d'information ou des entités équivalentes qui, participant d'une stratégie de préparation générale, auraient pour vocation de prévenir les disparitions de personnes portées disparues à l'occasion de conflits armés et ce, en rendant compte de la présence des personnes sous leur responsabilité, de manière à informer leurs proches du sort de ces dernières, ainsi que le droit international humanitaire leur en fait obligation.

98. Les États sont de nouveau encouragés à devenir parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ainsi qu'aux Protocoles I et II additionnels aux Conventions de Genève de 1949, étant également encouragés à en recevoir les dispositions dans leur droit interne et à veiller à leur donner pleinement application.
